

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE SOCREDO
Société anonyme d'économie mixte au capital de 22 000 000 000 F CFP.
Siège social : 115, rue Dumont d'Urville, Papeete (Tahiti).
RCS TPI 59 1 B Papeete

Comptes consolidés groupe Socredo

I. - Bilan au 31 décembre 2024
(Montants en milliers de Francs CFP)

1. Actif

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Caisses et banques centrales	67 743 089	59 887 245
Créances sur établissements de crédit	26 420 176	34 624 538
Total opérations de trésorerie et interbancaires	94 163 265	94 511 783
Créances clients non bancaires	320 645	163 603
Créances clients	306 159 141	295 328 299
Total opérations avec la clientèle	306 479 786	295 491 902
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 041 572	8 485 393
Actions et autres titres à revenu variable		
Total opérations sur titres	9 041 572	8 485 393
Participations et autres titres détenus à long terme	3 890 510	3 533 087
Dépréciations sur participations et autres titres détenus à long terme	-2 587 403	-2 303 015
Parts dans les entreprises liées	2 313 217	33 917
Dépréciations sur parts dans les entreprises liées		
Immobilisations incorporelles (nettes des amortissements)	2 034 013	2 328 569
Immobilisations corporelles (nettes des amortissements)	3 525 932	5 628 934
Valeurs immobilisées	9 176 269	9 221 492
Capital souscrit non appelé		
Capital souscrit appelé non versé		
Autres actifs	534 392	588 819
Comptes de régularisation	1 283 779	1 303 595
Impôt différé actif	115 718	273 355
Ecart d'acquisition (net de son amortissement)		
Comptes de régularisation et actifs divers	1 933 889	2 165 769
Total actif	420 794 781	409 876 339

2. Passif

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales et CCP	44 609	17 643
Dettes envers les établissements de crédit	67 140 612	62 019 676
Opérations de trésorerie et interbancaires	67 185 221	62 037 319
Opérations avec la clientèle	300 420 041	293 863 463
Autres passifs	2 624 887	3 803 993
Comptes de régularisation	3 345 848	4 639 783
Impôt différé passif	155 750	169 887
Ecart d'acquisition		
Comptes de régularisation et passif divers	6 126 485	8 613 663
Provisions	396 327	458 244
Dettes subordonnées		
Provisions et dettes subordonnées	396 327	458 244
FRBG	2 100 000	2 100 000
Capital appelé	22 000 000	22 000 000
Primes d'émission, apport, fusion	242 648	242 648
Ecart de réévaluation		
Réserves	18 888 147	17 508 364
Provisions réglementées et subventions nettes		
Provision pour risque lié aux opérations crédits		
Report à nouveau		
Résultat groupe	1 542 303	1 875 143
Réserves groupe	1 325 104	636 172
Résultat en instance d'approbation		
Résultat en instance approbation minoritaire		
Part des minoritaires résultats	79 989	117 247
Part des minoritaires réserves	488 516	424 076
Capitaux propres hors FRBG	44 566 707	42 803 650
Total passif	420 794 781	409 876 339

II. – Hors Bilan au 31 décembre 2024
(Montants en milliers de Francs CFP)

Hors bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	40 641	62 111
Engagements de financement en faveur de la clientèle	45 463 827	49 946 442
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit	5 229 150	2 129 102
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	11 472 672	16 024 537
Engagements donnés	62 206 290	68 162 192
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	5 958 724	8 059 324
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	39 722 665	37 264 568
Engagements de garantie reçus de la clientèle		
Engagements reçus	45 681 389	45 323 892

III. - Compte de résultat au 31 décembre 2024
(Montants en milliers de Francs CFP)

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	13 382 087	11 675 005
Intérêts et charges assimilés	-5 762 194	-3 137 458
Revenus des titres à revenu variable	47 919	83 253
Commissions (produits)	7 444 192	7 071 895
Commissions (charges)	-2 392 273	-2 878 271
Gains ou pertes sur opération de portefeuilles de négociation	381 675	362 185
Gains ou pertes sur opération de portefeuilles de placements		
Autres produits d'exploitation bancaire	95 827	92 492
Autres charges d'exploitation bancaire	-547 660	-527 288
Autres produits d'exploitation non bancaire (autre CA)	1 040 111	1 175 714
Produit net bancaire	13 689 684	13 917 527
Charges générales d'exploitation :	9 064 295	8 416 078
Frais de personnel	6 000 025	5 721 037
Autres frais administratifs	3 064 270	2 695 041
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	859 039	939 800
Résultat brut d'exploitation	3 766 350	4 561 649
Coût du risque	-415 115	-612 470
Résultat d'exploitation	3 351 235	3 949 179
Résultat net sur actifs immobilisés	-415 166	-45 981
Résultat courant avant impôts	2 936 069	3 903 198
Résultat exceptionnel	-270 548	-633 056
Dotations aux amortissements de l'écart d'acquisition		
Impôt sur les bénéfices	-959 334	-1 309 447
Impôt différé	-83 895	31 695
Dotations / reprises FRBG et provisions réglementées		
Impacts sur résultat des minoritaires	-79 989	-117 247
Résultat net groupe	1 542 303	1 875 143

IV. - Evènements marquants de l'année

Le contexte polynésien 2024

En 2024, la croissance économique de la Polynésie française s'est poursuivie à un rythme modéré, dans le sillage de 2023.

- La Polynésie Française a enregistré une fréquentation touristique record de 263.000 touristes et accueilli les épreuves de surf à l'occasion des jeux olympiques de Paris 2024.
- L'emploi salarié est resté bien orienté, soutenant ainsi la consommation des ménages, bien que sa dynamique ralentisse. Le chiffre d'affaires global des entreprises a atteint un palier avec un rebond dans la construction et le génie-civil avant les Jeux Olympiques, pour se contracter dans le commerce et le tourisme.
- Comme dans le reste du monde, la désinflation s'est poursuivie. Établie à +1,5% en mars 2024, puis à +1,2% en juin 2024, l'inflation atteint une moyenne annuelle glissante à 1,1% à fin octobre 2024.
- L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) a joué son rôle de soutien de la zone Pacifique à travers le renouvellement des lignes de refinancement. Dans la lignée des baisses de taux directeurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) à mi-année, l'IEOM a également réduit ses taux de facilité de dépôt et de financement.
- En Polynésie Française, à fin octobre 2024, la production de crédits sur la place s'est inscrite en retrait de 3,5 milliards FCFP par rapport à l'année précédente. Pour rappel, l'année 2023 avait été exceptionnelle et portée par l'habitat. Celle de 2024 est portée par la consommation et le financement des besoins de trésorerie des entreprises.

Dans la zone Pacifique, la Nouvelle-Calédonie a connu en 2024 une vague de violence d'une ampleur inédite depuis les événements des années 1980. Les violences, essentiellement caractérisées par des émeutes urbaines et péri-urbaines, ont été principalement déclenchées par la présentation à l'Assemblée nationale et au Sénat d'un projet de révision constitutionnelle prévoyant un dégel partiel de la composition du corps électoral aux élections provinciales, jugé défavorable par la communauté mélanésienne.

Les conséquences des émeutes sur l'économie et les finances publiques s'annoncent majeures, les troubles s'étant soldés par de lourdes pertes humaines et d'importants dégâts matériels estimés à plus de deux milliards d'euros. Le coût du risque des établissements de crédit Calédonien a été fortement impacté par ces événements et leurs conséquences.

L'économie mondiale, incertitudes et contexte baissier des taux

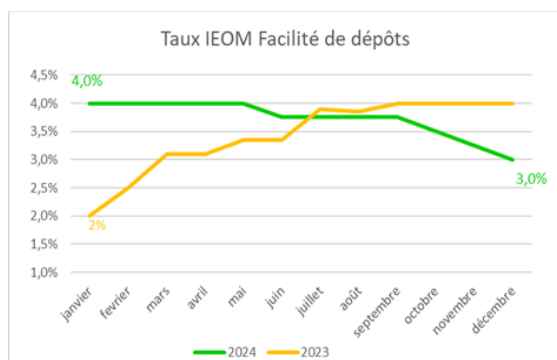
Au plan mondial, en 2024, la croissance économique a été modérée mais hétérogène, au regard de la persistance des tensions géopolitiques. Fin 2024, l'élection de Donald Trump à la tête des Etats Unis d'Amérique, empreinte d'une rhétorique protectionniste, a accru les incertitudes et réduit la visibilité en matière de perspectives économiques et géopolitiques mondiales.

De la même manière qu'en 2023, l'inflation est demeurée la préoccupation majeure en 2024. La majorité des pays dans le monde a atteint le niveau cible et la désinflation s'est poursuivie à 5,9% en 2024.

Dans le contexte de réduction des tensions inflationnistes, depuis juin 2024, les principales banques centrales ont annoncé des baisses des taux directeurs rapides et successives. Après avoir atteint au niveau mondial un pic à 8,7% d'inflation en 2022, les projections s'établissent à 4,3% en 2025, se rapprochant ainsi du niveau moyen des deux décennies avant la pandémie.

Malgré les bonnes nouvelles en matière d'inflation, les risques de dégradation persistent et dominent actuellement les perspectives. Une escalade des conflits régionaux, voire mondiaux, pourrait présenter des risques importants pour les marchés des produits de base (énergétiques, métaux et minerais, agricoles et produits chimiques de base).

Dans ce contexte, le groupe SOCREDO reste attentif et réactif aux évolutions économiques et géopolitiques, et s'adapte à l'évolution de la courbe des taux :



D'un point de vue financier, 2024 reflète le dynamisme commercial en termes d'activité de crédit, de Produit Net Bancaire et les investissements réalisés en termes de ressources humaines et de projets structurants. 2024 s'inscrit dans la continuité de 2023, avec deux ambitions principales, agir pour un Développement durable et l'amélioration de la relation Client.

Le Groupe SOCREDO termine l'année 2024 avec un résultat de +1,5 milliard de FCFP et un bilan en croissance de +11 milliards de FCFP.

- La liquidité est stabilisée à 103 milliards de FCFP,
- Les encours nets de crédits atteignent 306 milliards de FCFP et progressent de +11 milliards de FCFP dans un contexte de croissance économique modérée et de dynamisme de la force commerciale,
- Les dépôts s'élèvent à 300 milliards de FCFP (+6 milliards), et les ressources interbancaires de 67 milliards de FCFP progressent de +5 milliards de FCFP par la souscription aux dispositifs LR de l'IEOM et le tirage d'une dette longue de 3 milliards de FCFP.
- Les fonds propres du Groupe SOCREDO sont renforcés par un résultat de 1,542 milliard de FCFP au 31 décembre 2024.

Le risque de crédit

- En octobre 2024, le groupe SOCREDO a cédé, à une société de défaillance des créances contentieuses pour un montant de 380 millions de F CFP. A l'issue de cette opération de cession, le taux de douteux du groupes s'établit à 3,2%.
- Le coût du risque de crédit s'est matérialisé par une dotation nette de 415 millions de F CFP, et n'intègre pas, au 31 décembre 2024, de coût du risque en rapport avec les expositions situées en Nouvelle Calédonie.

Les évolutions du Groupe

La banque SOCREDO, société mère du Groupe SOCREDO, a fait évoluer son processus d'élaboration de l'information financière consolidée pour les comptes clos au 31 décembre 2024, notamment au regard de la disparition des filiales OCA (dissoute en juillet 2024) et RARE (Radiée en novembre 2024 après une opération de transmission universelle de patrimoine).

Dans le respect des règles comptables sur les exclusions, la banque SOCREDO a décidé de retenir comme périmètre de consolidation au 31 décembre 2024, les entités suivantes : SOCREDO, OFINA, OSB et OCI.

Et par conséquence, d'exclure, au titre d'un intérêt négligeable sur l'image fidèle, les entités suivantes : OFIMMO, PUERO, FIT et ODT.

En complément, les seuils de matérialité retenus pour le traitement comptable des retraitements de consolidation et des éliminations intra-groupe, ont été relevés, afin d'accompagner la progression des agrégats bilanciers, tout en garantissant l'image fidèle des comptes consolidés.

La Banque SOCREDO a procédé à une avance en compte courant d'associé en faveur d'OCI à hauteur de 520 millions de F CFP, soit un total de 3,4 milliards de F CFP en 2024 contre 2,8 milliards en 2023.

Les distributions de dividendes :

- OSB à hauteur de 173,6 millions de F CFP.
- OFINA à hauteur de 119,6 millions de F CFP.

V. – Principes comptables et méthode d'évaluation

Les états financiers du Groupe SOCREDO sont établis dans le respect des principes comptables applicables aux établissements bancaires. Ils sont présentés conformément au format défini par le règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) et par le règlement n°202-01 relatif aux comptes consolidés.

Ils sont présentés, pour les aspects généraux, en conformité avec les règles comptables posées par la délibération n°2011-13 de l'Assemblée de Polynésie française du 5 mai 2011 adoptant un nouveau plan comptable général applicable aux comptes clos à compter de l'arrêt des comptes clos au 31 décembre 2012. Et sur le plan de la réglementation bancaire, en conformité avec le Plan de Comptes des Etablissements de Crédit (PCEC) publié le 15 octobre 2021.

Les comptes annuels sont établis en francs pacifiques.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base.

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après :

1. Changements de méthode comptable et de présentation des comptes intervenus sur l'exercice 2024

Aucun changement de méthode comptable n'a affecté de manière significative les comptes de l'exercice 2024.

2. Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. Ils comprennent l'ensemble des créances sur la clientèle y compris les créances subordonnées (prêts participatifs) et les créances affacturées.

Le Groupe SOCREDO applique le règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'ANC relatif au risque de crédit.

a) Créances saines

Sont qualifiés de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

b) Impayés

Sont qualifiés d'« impayés », les échéances de toute nature non réglée pendant un délai inférieur à 3 mois.

c) Créances restructurées

La restructuration est une opération qui permet, en réaménageant les engagements du client, de recouvrer ses « encours porteurs d'un risque de crédit avéré » définis par l'article 2221-5 relatif au traitement du risque de crédit du règlement de l'ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014.

La restructuration consiste à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, montant en capital etc.) afin de les rendre compatibles avec la capacité de paiement « actuelle » du client, et permettre aux contreparties d'honorer le règlement des échéances.

La restructuration peut également comporter des abandons de créances en principal ou en intérêt, échu ou couru. Tout abandon est constaté en perte.

Au moment de la restructuration, le prêt restructuré fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. En raison de son caractère non significatif, le Groupe SOCREDO ne comptabilise pas la décote lors du traitement des crédits restructurés.

Dans le principe, les créances restructurées sont spécifiquement identifiées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créances douteuses.

d) Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logements et sur des preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur les collectivités locales, compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits). Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur ;

- Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non-recouvrement (existence de procédure d'alerte, par exemple) ;
- S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, etc.

Le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque le risque sur la contrepartie est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Parmi les encours douteux, le Groupe SOCREDO distingue les encours douteux non compromis des encours douteux compromis.

Créances douteuses non compromises

Ce sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Créances douteuses compromises

Ce sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. L'identification intervient à la échéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat. Dans le cas de créances à durée indéterminée, l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiées à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Les intérêts après le transfert en encours douteux compromis sont comptabilisés au bilan depuis avril 2012 (refonte comptable).

Le Groupe SOCREDO applique la règle dite de la « contagion ». Cette dernière consiste à déclasser l'ensemble des engagements sur un même client (y compris les engagements d'hors-bilan et les participations) en créances douteuses, dès lors qu'un de ses concours est classé en créances douteuses.

e) Provisionnement du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un risque de crédit avéré est en encours douteux, la perte probable est prise en compte par la Banque SOCREDO par voie de provision. Les provisions constituées apparaissent en déduction des encours correspondants, à la seule exception de celles relatives aux engagements d'hors-bilan qui apparaissent au passif. Le Groupe SOCREDO constitue des provisions permettant de couvrir l'ensemble de ses pertes provisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis.

Les provisions sont ajustées à chaque arrêté et réactualisées en fonction de l'appréciation portée sur l'évolution du risque. La valeur de réalisation des garanties est appréciée avec prudence en fonction de la nature des biens concernés.

Conformément aux dispositions de l'article 2231-2 du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au traitement comptable du risque de crédit, le Groupe SOCREDO a mis en application en 2005 la méthode d'actualisation des flux provisionnels lors de l'évaluation de la provision.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude contrepartie par contrepartie est remplacée par une estimation statistique des pertes provisionnelles. Cette estimation repose sur une base statistique permettant de valider les provisionnements pratiqués. D'une manière générale, cette base tient compte des niveaux de pertes historiquement constatées ainsi que des évolutions constatées ou anticipées de nature à modifier les probabilités de pertes effectives.

La méthode de provisionnement statistique consiste en l'application de différents taux par groupes de créances :

- Calcul de taux de pertes globaux (TPG) sur chaque arrêté d'un historique de 5 années de stock semestriel de créances douteuses,
 - Prise en compte des pertes réelles observées et calcul de pertes théoriques,
 - Observation des sorties In bonis et passages à perte entre 1 an et 5 et ½ selon l'avenir connu des arrêts de stock traités,
 - Taux de provisionnement statistique = Moyenne pondérée des encours des TPGs calculés par arrêté,
- Groupe homogène de risque (GHR) et seuil d'encours d'éligibilité client : dichotomie BAFI/Contentieux, Particuliers/Entreprise et par typologie produit,
 - Seuil d'encours client « bas » de 30 millions de F CFP, unique pour les particuliers et entreprises,
 - Assurant l'homogénéité des créances dans les GHR telle que définie par la réglementation,
 - Les taux de provisionnement statistique sont définis pour chaque exercice.

En outre, le Groupe SOCREDO provisionne à 100% les intérêts courus échus et non échus sur créances douteuses selon l'article 2231-5 du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'ANC.

3. Opérations sur titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par le règlement 95.04 du CRBF, l'instruction 94.05 de l'ACPR, l'instruction 2000.12 de l'ACPR, le règlement 2000.02 du CRC et le règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'ANC.

La répartition des titres entre les 4 catégories de portefeuille (transaction, placement, investissement, et titres de l'activité de portefeuille) est faite en fonction de l'intention initiale d'utilisation des titres, intention identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

4. Titres de participation et autres titres détenus à long terme

Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement de crédit.

L'ensemble de ces titres est comptabilisé au coût historique. Les frais accessoires à l'achat et à la vente sont enregistrés en charges d'exploitation. A la clôture de l'exercice, ces titres peuvent ou non faire l'objet individuellement de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique.

La valeur d'utilité de ces titres représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir, compte tenu de ses objectifs de détention. Les éléments pris en compte pour l'estimation de la valeur d'utilité sont la rentabilité, actuelle ou attendue, les capitaux propres (valeur mathématique et quote-part de détention), les cours moyens de bourse des derniers mois.

Souscriptions pour incitations fiscales à l'investissement

Les personnes morales redevables de l'impôt sur les sociétés qui participent au financement de programmes d'investissements agréés par la Polynésie française bénéficient, sous certaines conditions, d'un crédit d'impôt total imputable dans la limite de 50% de l'impôt sur les sociétés.

A ce titre, dans le poste « Participations et autres titres détenus à long terme » sont incluses les titres et avances en compte courant souscrits dans le cadre des incitations fiscales à l'investissement. Une provision pour dépréciation, correspondant au montant de l'abandon de créance (prédéfini par convention), est constituée.

Le Groupe SOCREDO a pour obligation de conserver les titres et créances jusqu'à l'obtention du certificat de conformité et du remboursement de l'avance en compte courant nette de l'abandon.

Le profit réalisé par le Groupe SOCREDO sur ces opérations est constitué par la différence entre le crédit d'impôt dont elle bénéficie et la rétrocession d'une partie de ce crédit d'impôt à la société promotrice sous forme d'abandon de créance (fixé par convention).

Lorsque pour un projet donné, la totalité du crédit d'impôt n'a pas été utilisée dès l'exercice au cours duquel le financement est effectué et si le Groupe SOCREDO présente des éléments démontrant qu'elle pourra sans aucun doute utiliser le solde du crédit d'impôt lors des exercices suivants, il est possible de décaler sur les exercices suivants, par un compte de charge constatée d'avance, la charge nette liée à l'abandon de créance pour la différence entre l'abandon et la quote-part du crédit d'impôt utilisée.

Lorsque le projet est considéré comme risqué à la clôture d'un exercice, le gain est nul, par différé en produit constaté d'avance jusqu'à la levée du risque attaché au projet.

5. Immobilisations

a) Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

A l'exception des logiciels et progiciels de gestion, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de provisions pour dépréciation.

b) Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique, d'un montant unitaire supérieur à 70 000 FCFP HT, détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Concernant les frais d'acquisition des immobilisations et conformément à l'instruction n°2-2013 PCG du 22 avril 2013 relative à l'application des nouvelles règles fiscales et comptables sur les actifs, le Groupe SOCREDO a opté pour le rattachement des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'acte liés à l'acquisition d'une immobilisation au coût d'acquisition de l'immobilisation. L'option relative au traitement des frais d'acquisition des immobilisations est exercée par la comptabilisation des frais en immobilisations. Elle s'applique depuis l'exercice clos du 31 décembre 2013.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est géré séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Composants	Durée d'utilité
Terrain	N/A
Gros œuvre et honoraires	50 ans
Terrassement, voirie, réseau	50 ans
Charpente métallique et toiture	50 ans
Menuiserie aluminium	50 ans
Dallage béton	50 ans
Revêtements sols : carrelage	50 ans
Plomberie et sanitaire	50 ans
Electricité courant fort	20 ans
Electricité courant faible	20 ans
Ascenseur	20 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur prix d'acquisition.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation réelle des diverses catégories d'immobilisations. Les principales durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Composants	Durée d'amortissement
Constructions	50 ans
Composants constructions (électricité)	20 ans
Agencements et installations	10 à 50 ans
Matériel (DAB)	10 ans
Matériel de bureau	3 à 5 ans
Outillage	5 ans
Mobilier	10 ans
Logiciels	1 à 3 ans
Progiciels de gestion intégrée et développement	3 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans

6. Conventions

Conformément à la convention n°45-97 signée le 30 mai 1997 entre le haut-commissariat de la République en Polynésie française et la Banque SOCREDO, il est créé dans nos livres un fonds destiné à couvrir les nouveaux prêts participatifs au développement.

Celui-ci est alimenté par le versement des produits de l'émission, par le montant des intérêts annuels acquis et par le remboursement en capital des prêts participatifs refinancés. Ce fonds possède les caractéristiques suivantes :

- Ce fonds est inscrit sur un compte ouvert dans les livres de la Banque SOCREDO, sans pouvoir toutefois en disposer pour son compte propre.
- L'activité de distribution de prêts participatifs au développement est exercée par la Banque SOCREDO, en son nom propre, pour le compte de l'État.
- La Banque SOCREDO est chargée par l'État de la mise en place et de la gestion de ces prêts, et elle est rémunérée pour ce rôle par la perception de commissions.

7. Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)

Conformément aux règlements 90-02 et 92-02 du CRBF et afin de couvrir des risques non spécifiques, il a été créé le FRBG.

Pour le Groupe SOCREDO, le risque sectoriel de crédit, notamment celui lié aux activités de développement (secteur primaire, hôtellerie, accompagnement des petites entreprises, bancarisation des archipels et de la clientèle à faibles revenus), auquel se superpose, entre autres, le risque de taux, participent aux critères de constitution du FRBG.

8. Provisions pour risques et charges

a) Provision Epargne Logement

L'Autorité des Normes Comptables pose le principe, dans le règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, que les comptes et plans d'épargne-logement génèrent des droits et engagements pour leurs titulaires et symétriquement pour les établissements de crédit.

Conformément à ces dispositions, Le Groupe SOCREDO a intégré les risques relatifs aux dits comptes et ceux-ci font l'objet d'une évaluation ainsi que d'un provisionnement.

Les risques couverts sont de deux natures :

- Le risque de consentir des crédits futurs à un taux réglementé inférieur aux conditions de marché,
- Le risque de rémunérer l'épargne collectée à des conditions désavantageuses pour le Groupe par rapport aux conditions de marché futures.

Ces deux risques sont évalués de manière prospective, jusqu'à l'extinction des encours d'épargne portés au bilan, par la modélisation de l'évolution des encours actuels sur la base d'hypothèses de taux futurs et de comportement clientèle.

La provision totale intègre la différence constatée, sur les stocks de prêts PEL en vie à la date de calcul, entre les flux futurs actualisés d'une part au taux de marché de l'année de mise en place de ces crédits et d'autre part au taux réglementé consenti au client. Cette différence est reprise ensuite actuariellement sur la durée de vie des prêts concernés.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations en produit net bancaire.

b) Autres provisions pour risques et charges

Conformément à l'article 312-1 du PCG, le Groupe SOCREDO constitue des provisions pour risques et charges pour couvrir les risques suivants inhérents à son activité :

- Provisions sur encours sains,
- Provisions sectorielles,
- Provisions pour risque opérationnel.

Les provisions ainsi constituées sont inscrites au passif du bilan et les variations en coût du risque de crédit ou en coût du risque opérationnel.

9. Charges et produits

Les produits et charges sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont acquis ou qu'ils sont engagés et enregistrés dans les états financiers de la période concernée.

Les dépenses et recettes afférentes à des périodes comptables postérieures sont enregistrées en charges ou produits constatés d'avance.

Les produits et charges afférents aux moyens de paiement sont classés à l'intérieur des charges et produits bancaires et sont intégrés à la détermination du produit net bancaire (PNB).

Les produits et charges financiers, relatifs à des exercices antérieurs sont reclassés, suivant la nature, à leur compte d'origine.

Afin de donner une image fidèle, les éléments jugés exceptionnels et non récurrents portant sur le risque opérationnel, avéré ou potentiel, sont présentés dans une ligne spécifique du coût du risque.

10. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution exceptionnelle ainsi que la différence entre l'impôt comptabilisé et celui payé au titre de l'exercice précédent. Les crédits d'impôt issus des opérations de défiscalisation et des dons aux fondations sont imputables dans la limite de 50% de l'impôt sur les sociétés dû, établi au titre de l'exercice de réalisation du financement.

Le solde éventuel du crédit d'impôt est imputable dans la même limite sur les trois exercices suivants pour les projets ayant reçu agrément avant le 10 avril 2019.

Pour les projets ayant reçu agrément après le 10 avril 2019, le solde est imputable sur les 5 exercices suivant la souscription.

11. Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur les instruments financiers à terme de taux, sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'ANC. Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes d'hors-bilan pour la valeur nominale des contrats. A la clôture du 31 décembre, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

12. Conversion des opérations en devises

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêt ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les charges payées et les produits perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction ; les charges courues mais non payées et les produits courus mais non perçus sont convertis au cours de clôture.

Dans le cadre de l'application du règlement 89.02 du CRBF, des instructions 89.04 et 89.05 de l'ACPR et du règlement n°2014-07 du 26 novembre de l'ANC, le Groupe SOCREDO a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

13. Modalités de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe SOCREDO sont établis conformément au règlement ANC 2020-01 applicable, aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. Les dispositions relatives aux comptes consolidés se retrouvent dans ce règlement unique qui fusionne les règlements CRC n°99-02 et n°99-07 et le règlement ANC n°2000-05.

Les entreprises placées sous le contrôle exclusif de la Banque SOCREDO sont consolidées par intégration globale. L'ensemble des sociétés consolidées clôture les comptes au 31 décembre. Les comptes font l'objet de retraitements d'homogénéité pour l'application des méthodes d'évaluation retenues par le groupe. Les opérations interentreprises sont éliminées, de même que les profits réalisés entre sociétés consolidées à l'occasion de cessions internes.

La réglementation comptable précise les cas d'exclusion facultative du périmètre de consolidation :

- La consolidation d'une entreprise représente un intérêt négligeable dans le cadre de l'image fidèle du groupe ;
- Les informations nécessaires à la consolidation d'une filiale ou d'une participation ne peuvent être obtenus sans frais ou délais excessifs.

Au regard du 1^{er} cas d'exclusion précisé ci-dessus, la banque SOCREDO retient les critères suivants pour définir son périmètre de consolidation :

- Total bilan et hors bilan de la filiale supérieur 1.1 Md de FCFP,
- Ou Total bilan et hors bilan de la société mère supérieur à 1 %.

a) Principes retenus

• Format des états consolidés

La devise utilisée pour la présentation des états consolidés est le franc CFP.

En vertu du principe de matérialité, il est retenu une présentation des comptes en milliers de F CFP. Les montants sont arrondis au millier.

• Homogénéisation des comptes et harmonisation des principes comptables

Les filiales OSB et OCI incluses dans le périmètre de consolidation, ont une activité non bancaire, et établissent des comptes annuels sous un format qu'il convient d'harmoniser avec les états publiables bancaires.

Une table de correspondance, permettant de passer des états financiers des sociétés à activité commerciale aux états bancaires a été élaborée.

• Seuils de matérialité

Dans le cadre de la consolidation, les seuils suivants sont retenus, afin de tenir compte du principe de matérialité :

- Elimination des opérations intra-groupes sur le bilan et le hors bilan : 0.5% du total bilan et hors bilan de la société mère au 31 12 N, avec un seuil plancher fixé à 500 millions de F CFP,
- Elimination des opérations intra-groupes sur le compte de résultat : 5% du résultat de la société mère au 31 12 N, avec un seuil plancher fixé à 50 millions de F CFP,
- Autres retraitements : 5% du résultat de la société mère au 31 12 N, avec un seuil plancher fixé à 50 millions de F CFP,
- Retraitement du crédit-bail (valeur du bien) : 0.5% du total bilan + hors bilan de la société mère au 31 12 N, avec un seuil plancher fixé à 500 millions de F CFP.

Compte tenu des seuils retenus, les comptes consolidés sont établis à partir des états financiers provisoires des filiales transmis avant la tenue des conseils d'administration ou AG arrêtant et approuvant les comptes.

En milliers de francs CFP	SOCREDO	OFINA	OSB	OCI	Total
1 - Résultats retenus pour la consolidation	1 619 178	149 930	196 768	-115 136	1 850 740
2 - Résultats validés par les CAC de manière provisoire	1 619 178	149 930	196 768	-115 136	1 850 740
Ecart entre 1 & 2					

b) Elimination des opérations réciproques

Sont éliminés dans leur totalité :

- Les créances, les dettes et engagements réciproques dépassant le seuil plancher fixé à 500 millions de F CFP.
- Les charges et produits réciproques supérieurs au seuil plancher fixé à 50 millions de F CFP.

Les dividendes intra groupe, les provisions sur titres consolidés, et les plus-values d'opérations de cession interne sont neutralisés en totalité.

c) Ecart d'acquisition

La différence existante à la date d'achat, entre le coût d'acquisition des titres et le montant des fonds propres correspondants est répartie dans les postes concernés du bilan de la société consolidée. Le solde non affecté est enregistré dans le poste « Ecart d'acquisition » à l'actif ou au passif du bilan consolidé selon le sens de l'écart.

Les écarts d'acquisition positifs font l'objet d'un amortissement par imputation sur le résultat sur une durée qui n'excède pas 10 ans.

Les écarts d'acquisition négatifs suivent les règles d'enregistrement du règlement ANC n°2020-01.

d) Opérations de crédit-bail

Le règlement ANC 2020-01 rend d'application obligatoire l'inscription à l'actif des contrats de crédit-bail.

e) Opérations en défiscalisation

La loi fiscale Polynésienne ouvre droit à un crédit d'impôt immédiat pour tout investissement (participation en capital ou avance en compte courant) dans un projet qui répond à certains critères. La seule contrainte est de conserver l'investissement jusqu'à l'obtention de la conformité du bâtiment.
Le principe retenu au sein du groupe consiste à ne constater le produit de l'opération que lorsque l'avancement donne une assurance raisonnable que le projet sera mené à terme.

f) Report de crédit d'impôt

Selon le règlement ANC 2020-01, les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération ne dépend pas de résultats futurs : dans ce cas, ils sont retenus à hauteur des passifs d'impôts différés déjà constatés arrivant à échéance dans la période au cours de laquelle ces actifs deviennent ou restent récupérables ou s'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de cette période.

g) Impositions différées

Les impositions différées sont calculées sur les décalages temporaires considérés comme devant donner lieu à un paiement réel ou à une économie d'impôt dans le futur.
Les décalages temporaires pouvant générer des impositions différées sont notamment les charges comptabilisées non encore déduites fiscalement : participation des salariés et autres provisions non admises fiscalement.
Ainsi, en application de la méthode de l'impôt différé, il a été constaté un « impôt différé actif » sur ces charges comptabilisées non encore déduites fiscalement.
Cet impôt différé actif vient impacter le résultat consolidé du Groupe.

- Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :
- Si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ; dans cette situation, ils sont retenus à hauteur des passifs d'impôts différés déjà constatés arrivant à échéance dans la période au cours de laquelle ces actifs deviennent ou restent récupérables ; il est possible dans ce cas de tenir compte d'options fiscales destinées à allonger le délai séparant la date à laquelle un actif d'impôt devient récupérable de celle à laquelle il se prescrit ;
 - ou s'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de cette période ; il est présumé qu'un tel bénéfice n'existera pas lorsque l'entreprise a supporté des pertes récentes au cours des deux derniers exercices sauf à apporter des preuves contraires convaincantes, par exemple si ces pertes résultent de circonstances exceptionnelles qui ne devraient pas se renouveler dans un avenir prévisible ou si des bénéfices exceptionnels sont attendus.

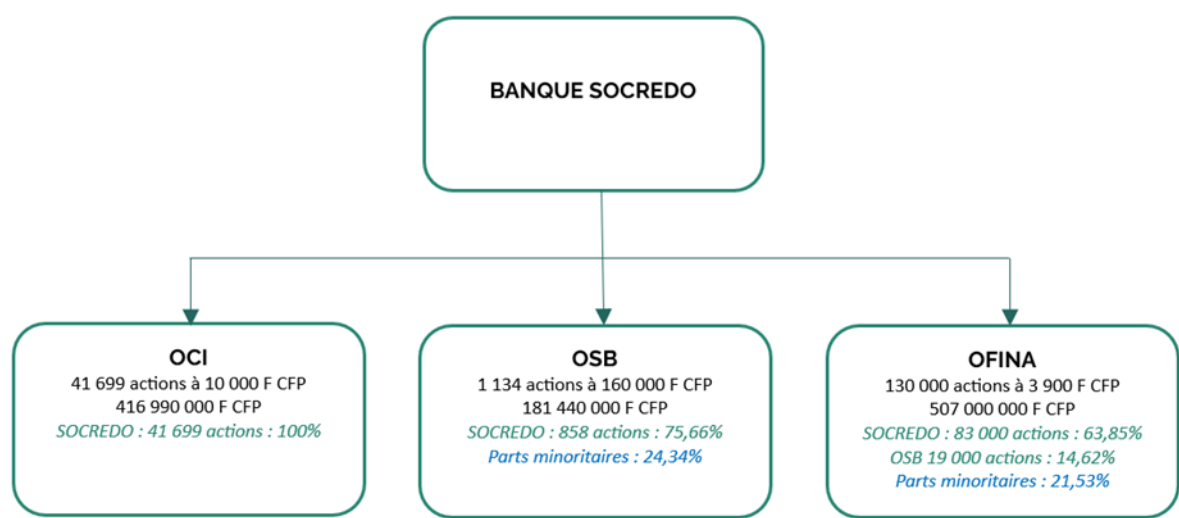
Par conséquent, lorsqu'une entité a un historique de pertes récentes, elle ne comptabilise un actif d'impôt différé au titre de ces pertes fiscales que dans la mesure où elle dispose de différences temporelles imposables suffisantes ou d'autres indications convaincantes montrant qu'elle disposera de bénéfices imposables suffisants pour imputer les pertes fiscales.

Les distributions intra groupes jugées probables font l'objet d'un impôt différé.
Le FRBG, bien que non déductible fiscalement, ne fait pas l'objet d'impôt différé actif.

14. Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2024, le Groupe SOCREDO consolide par intégration globale les filiales OCI, OSB et OFINA.

a) Schéma de participation



b) Pourcentage de contrôle

C'est la notion de contrôle par la société mère qui permet de déterminer les entreprises retenues dans le périmètre de consolidation et les méthodes de consolidation. Ce contrôle dépend des droits de vote que peut avoir la société consolidante, soit directement, soit indirectement sur une filiale ou une participation.

	Activité	Pourcentage de contrôle	Type de contrôle	Méthode de consolidation
Société mère				
BANQUE SOCREDO - 115, rue Dumont D'urville	Banque			
Etablissement de financement				
OFINA – 63, avenue du Maréchal Foch	Commercialisation de carte	78,47% ⁽¹⁾	Exclusif	Globale
Entreprises non financières				
OSB - Immeuble Tereva, rue du Docteur Cassiau	Prestations monétiques	75,66%	Exclusif	Globale
OCI - 115, rue Dumont D'urville	Gestion des titres de participation	100,00%	Exclusif	Globale

(1) OFINA :

- Participation directe de la Banque SOCREDO : 63,85%
- Participation indirecte par l'OSB de 14,62%

c) Pourcentage d'intérêt

Le pourcentage d'intérêt représente la quote-part du patrimoine de la filiale ou de la participation que possède la société consolidante. Il permet de déterminer les intérêts majoritaires et minoritaires directs ou indirects.

	Pourcentage d'intérêts	Part des minoritaires
OFINA	74,91% ⁽¹⁾	25,09%
OSB	75,66%	24,34%
OCI	100,00%	0,00%

(1) OFINA :

- Participation directe de la Banque SOCREDO : 63,85%
- Participation indirecte par l'OSB de 11,06% (75,66% x 14,62%)

VI. – Notes relatives au bilan au 31 décembre 2024
(Montants en milliers de Francs CFP)

1. Créances sur les établissements de crédit

En milliers de francs CFP	Durée résiduelle							Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>= 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées			
Comptes et prêts :									
à vue	7 061 833				7 061 833	295	7 062 128	7 410 127	
à terme	14 617 055	4 003 013	426 968		19 047 036	261 368	19 308 404	27 164 693	
Prêts Subordonnés				48 926	48 926	718	49 644	49 718	
Total	21 678 889	4 003 013	426 968	48 926	26 157 796	262 381	26 420 176	34 624 538	
Provisions									
Valeurs nettes au bilan							26 420 176	34 624 538	

Les comptes à terme diminuent de -7,9 milliards de F CFP dont -5,7 milliards de F CFP sur les prêts CASDEN et -2,2 milliards de F CFP nets sur les placements en devises.

2. Créances sur la clientèle

En milliers de francs CFP	Durée résiduelle							Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>= 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées			
Créances clientnon bancaires	320 645				320 645		320 645	163 603	
Concours à la clientèle	16 749 922	31 248 929	117 286 823	137 030 524	302 316 197	335 251	302 651 447	291 394 591	
Prêts participatifs	51 316	125 945	678 084	129 883	985 228	2 219	987 447	825 014	
Comptes ordinaires débiteurs	8 039 560				8 039 560	94 012	8 133 572	8 732 797	
Total	25 161 443	31 374 874	117 964 906	137 160 407	311 661 630	431 481	312 093 111	301 116 005	
Provisions					-5 603 296	-10 029	-5 613 325	-5 624 103	
Valeurs nettes au bilan							306 479 786	295 491 902	

Le 28 octobre 2024, le Groupe a cédé 0,4 milliard de F CFP de créances contentieuses à une société de défaillance.

3. Titres de transaction, de placement, et d’investissement

En milliers de francs CFP	31/12/2024				31/12/2023
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Total
Titres cotés					
Titres non cotés (1)	9 020 992			9 020 992	8 425 309
Créances rattachées	20 580			20 580	60 084
Provisions					
Provisions	9 041 572			9 041 572	8 485 393

(1) Obligations d’Etat
Le Groupe a l’intention de conserver les titres d’investissement jusqu’à leur échéance. Dans le contexte de baisse des taux, la moins-value latente (qui serait générée en cas de vente avant échéance uniquement) est estimée à 450 millions de F CFP.

4. Tableau des filiales et des participations

a) Participations et autres titres détenus à long terme

Informations financières Filiales et participations En milliers de F CFP	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu	Valeurs comptables des titres détenus			Prêts et avances consentis (1)	Montant des cautions avals et découvert non utilisé	PNB ou Chiffre d'affaires hors taxes (à préciser) du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Dépréciations	Nette						
Participations et autres titres détenus à long terme												
SOFOTOM/ SOGEFOM	131 504	1 074 344	3,76%	4 764		4 764			316 826	2 983		Données au 31 décembre 2023
SOFIDEP	1 500 000	3 408 963	8,33%	24 996		24 996			2 688	436 829		Données au 31 décembre 2023
I2F	5 000	533	18,50%	58 821		58 821			172 762	54 863		Données au 31 mars 2024
SAS SPPT	5 280		3,03%	160	-160							Opération en défiscalisation locale
SF FOUR SEASON BORA	5 000		0,02%	1	-1							Opération en défiscalisation locale
ARANUI 6	800		3,75%	30	-30							Opération en défiscalisation locale
OP FINANCEMENT	100		1,00%	1	-1							Opération en défiscalisation locale
SPHP II MERIDIENBORA	200		0,50%	1	-1							Opération en défiscalisation locale
HWK2 SNP	400		2,50%	10	-10							Opération en défiscalisation locale
TIARE INVEST 1 APATOA	200		0,10%		0							Opération en défiscalisation locale
FINANCIERE BLOODY MARY'S	10		1,00%		0							Opération en défiscalisation locale
TIARE INVEST 102 MANA ITO	200		0,10%		0							Opération en défiscalisation locale
AIR TAHITI INVESTISSEMENT	200		0,10%		0							Opération en défiscalisation locale
SEBM	10 204		0,10%	1	-1							Opération en défiscalisation locale
SDGPL	300 000		0,10%	25	-25							Opération en défiscalisation locale
ITATAE FINANCEMENT	100		0,10%		0							Opération en défiscalisation locale
TUHAAPAE	200		0,25%	1	-1							Opération en défiscalisation locale
TAHITI NUI FINANCEMENT CPS VIENOT	100		1,00%	1	-1							Opération en défiscalisation locale
SWIFT	84 624 940	1 207 279	0,02%	372		372			121 049 403	6 600 597		Données au 31 décembre 2023
AIR TAHITI NUI	1 622 957	1 647 821	3,87%	863 224	-863 224					-3 071 635		Données au 31 décembre 2023
AIR TAHITI	2 760 000	6 777 028	13,36%	182 136		182 136				-2 259 518		Données au 31 décembre 2023
ASSAINISSEMENT DES EAUX	178 070	485 412	0,28%	500	-500					69 845		Données au 31 décembre 2023
EDT	5 406 095	2 643 126	0,47%	50 000		50 000				753 578	3 008	Données au 31 décembre 2023
MARAMA NUI	4 560 720	630 230	1,45%	89 007		89 007				571 061	7 028	Données au 31 décembre 2023
BIOPOL	40 000	-41 857	5,00%	5 400		5 400				-22 134		Données au 31 décembre 2023
MAHANA O'HUIPE (MOH)	180 000	10 000	16,67%	40 000		40 000						Données au 31 décembre 2023
MOKAI TOURS TAHITI	10 000		20,00%	2 000		2 000						Données au 31 décembre 2023
CSB				7 980		7 980						
S3P												
OSB				160	-160							
OCI	51 510		3,49%	1 800	-1 400	400				-11 922		
Avances en comptes courants												
SF FOUR SEASONS BORA BORA				45 000	-45 000							
SC ARANUI 6				318 750	-318 750							
HWK2 SNP				30 000	-30 000							
TIARE INVEST 1 APATOA				135 000	-135 000							
TIARE INVEST 102 MANA ITO				60 000	-60 000							
SEBM SOCIETE EXPLOITATION DE BOIS MARQUISSENN				26 250	-26 250							
SDGPL SOCIETE DE DEPOT DE GAZ DE PETROLES LIQUEFIES				60 000	-60 000							
ITATAE financement				53 888	-53 888							
TUHAA PAE FI				90 000	-90 000							

TAHITI NUI FINANCEMENT CPS VIENOT				30 000	-30 000							
I2F				20 757		20 757						
SAS PPT				20 000	-20 000							
MAHANA O HIUPE - MOH				10 000		10 000						
SCP AIR TAHITI												
SOCREDO				310 500	-310 500	310 500						
OFINA				45 000	-45 000	45 000						
OSB				45 000	-45 000	45 000						
SCP BLOODY MARY												
SOCREDO				270 000	-270 000	270 000						
OFINA				37 500	-37 500	37 500						
OSB				45 000	-45 000	45 000						
Autres titres détenus à long terme												
Certification association Fonds de garantie des dépôts				272 747		272 747						
Autres titres immobilisés				633 727	-100 000	533 727						
Total participations et autres titres détenus à long terme				3 890 510	-2 587 403	1 303 107						

(1) Il s'agit des prêts et avances consentis aux filiales par le Groupe à la clôture de l'exercice.

b) Parts dans les entreprises liées

Les parts dans les entreprises liées s'élèvent à 2,3 milliards de F CFP et correspondent aux titres de participation des filiales non intégrées dans le périmètre de consolidation, notamment la SCI PUERO, et les filiales de OCI : ODT, FIT et OFIMMO.

5. Immobilisations corporelles et incorporelles

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles (1)	3 525 932	4 937 401
Valeurs brutes	13 693 631	17 111 553
Amortissements et provisions	-10 167 699	-12 174 152
Immobilisations incorporelles (1)	2 034 013	2 328 569
Valeurs brutes	5 222 888	6 820 400
Amortissements et provisions	-3 188 875	-4 491 831
Crédit-bail (2)		691 533
Valeurs brutes		768 770
Amortissements et provisions		-77 237
Valeurs nettes au bilan	5 559 945	7 957 503

(1) Y compris les immobilisations en cours.

(2) Pour mémoire, en 2023, était inscrit le contrat de location financement de la résidence RAUMAIRE porté par la filiale OFIMMO, dorénavant exclue du périmètre de consolidation.

6. Autres actifs et comptes de régularisation

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs (1)	534 392	588 819
Débiteurs divers	534 392	588 819
Comptes de stocks et emplois divers		
Actifs douteux		
Actifs douteux	47 959	34 076
Provisions actifs douteux	-47 959	-34 076
Comptes de régularisation	1 283 779	1 303 595
Comptes d'encaissement (1)	144 013	170 819
Comptes d'ajustement et d'écart	706	1 065
Charges constatées d'avance (2)	367 943	313 317
Produits à recevoir	288 023	527 084
Comptes de régularisation divers	483 094	291 310
Valeurs au bilan	1 818 171	1 892 415

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) En 2024, le Groupe a inscrit en charges constatées d'avance pour 202 millions de F CFP au titre des abandons de créance liés à la défiscalisation, contre 137 millions de F CFP en 2023.

7. Impôt différé actif

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Sur participation des salariés	62 968	67 073
Sur amortissements réputés différés		48 837
Sur report de crédit d'impôt défiscalisation		22 681
Sur provisions non déductibles	52 750	81 858
Sur amortissement crédit bail		19 310
Sur dividendes probables		33 596
Total impôt différé actif	115 718	273 355

En 2024, le caractère non significatif et non impactant l'image fidèle des comptes des retraitements sur les postes du bilan est retenu au regard des seuils de matérialité retenus pour l'élaboration des comptes consolidés.

8. Provisions inscrites en déduction de l'actif

En milliers de francs CFP	31/12/2024				
	Valeur en début d'exercice	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	Valeur en fin d'exercice
Créances douteuses sur la clientèle	-5 624 103	-1 773 861	1 784 638		-5 613 325
Titres de placement					
Participations	-2 303 015	-596 390	312 001		-2 587 403
Opérations de crédit-bail et assimilés					
Sur immobilisations incorporelles et corporelles	-21 600		21 600		
Autres actif	-34 076	-20 707	6 824		-47 959
Total des provisions - Actif	-7 982 794	-2 390 958	2 125 064		-8 248 688

Le poste « Participations » concerne principalement les opérations de défiscalisation.

9. Dettes envers les établissements de crédit

En milliers de francs CFP	Durée résiduelle							
	< 3 mois	> 3 mois	>= 1 an	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
		< 1 an	< 5 ans				31/12/2024	31/12/2023
Comptes et emprunts								
à vue	1 629 998				1 629 998	63	1 630 061	507 003
à terme	602 291	4 179 516	17 038 123	8 252 983	30 072 914	184 702	30 257 616	30 659 271
Valeurs données en pension	9 011 737	5 823 204	19 321 127		34 156 067	1 096 868	35 252 936	30 853 401
Total	11 244 026	10 002 720	36 359 250	8 252 983	65 858 979	1 281 634	67 140 612	62 019 676
Valeurs au bilan							67 140 612	62 019 676

En 2024, le Groupe a continué de répondre aux appels d’offres lancés par l’IEOM et a souscrit ou renouvelé ses lignes de refinancement LR pour un total net de 14 milliards de F CFP. La souscription de la dette s’appuie sur le mécanisme de la cession de créances.

En 2024, le Groupe a procédé au tirage d’un emprunt interbancaire long terme avec l’AFD de 3 milliards de F CFP, et remboursé la ligne d’emprunt court terme de l’AFD de 1 milliard de F CFP.

10. Dettes envers la clientèle

En milliers de francs CFP	Durée résiduelle							
	< 3 mois	> 3 mois	>= 1 an	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
		< 1 an	< 5 ans				31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	154 106 293				154 106 293	1 971	154 108 264	159 305 933
Comptes d'épargne à régime spécial								
à vue	53 608 552				53 608 552	93 487	53 702 039	55 709 099
à terme	5 974 262	587 433	1 789 761	294 798	8 646 253	194 838	8 841 091	9 211 376
Autres dettes envers la clientèle								
à vue	318 392				318 392		318 392	223 593
à terme	22 202 076	28 624 182	25 026 733	6 735 172	82 588 164	862 090	83 450 254	69 413 463
Total	236 209 576	29 211 615	26 816 494	7 029 970	299 267 655	1 152 386	300 420 041	293 863 463
Valeurs au bilan							300 420 041	293 863 463

11. Autres passifs et comptes de régularisation

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs (1)	2 624 887	3 803 993
Dettes représentatives de titres empruntés		
Comptes de règlement		
Créditeurs divers (2)	2 624 887	3 803 993
Autres		
Comptes de régularisation	3 345 848	4 639 783
Comptes d'encaissement (3)	17 848	52 711
Comptes d'ajustement et d'écart		
Produits constatés d'avance	266 258	357 678
Charges à payer (4)	1 964 900	1 935 215
Autres comptes de régularisation (5)	1 096 842	2 294 179
Valeurs au bilan	5 970 735	8 443 776

(1) Les montants sont indiqués en net et incluent les dettes rattachées.

(2) Dont 377 millions de F CFP d'impôts sur les bénéfices à payer en 2025.

(3) Effets à encaisser, débouclés en janvier 2025.

(4) Dont 927 millions de F CFP de provisions salariales (congrés payés, gratifications et allocations).

(5) Dont 824 millions de F CFP de virements compensés en janvier 2025.

12. Impôt différé passif

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Sur provisions réglementées (1)	155 750	127 750
Sur subvention d'investissement (2)		17 275
Sur crédit bail (2)		24 862
Total impôt différé passif	155 750	169 887

(1) Sur provisions réglementées chez Banque SOCREDO de 445 millions de F CFP, en 2024.

(2) Pour mémoire, en 2023, étaient inscrits l'impôt différé sur subventions d'investissement et sur crédit-bail de la résidence RAUMAIRE porté par la filiale OFIMMO, dorénavant exclue du périmètre de consolidation.

13. Provisions pour risques et charges

En milliers de francs CFP	31/12/2024				
	Valeur en début d'exercice	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements	Valeur en fin d'exercice
Provisions pour risque d'exécution des engagements par signature (clientèle)	-96 722	-80 988	19 707		-158 004
Provision sur la réserve latente de crédit-bail					
Provisions pour litiges (1)	-116 225	-2 132	47 425		-70 933
Autres provisions pour risques et charges (2)	-26 985	-32 737	26 985		-32 737
Provision pour engagements PEL CEL (3)	-66 748	-16 902	59 416		-24 234
Provision pour risques de crédit (4)	-151 564	-109 053	150 198		-110 419
Valeurs au bilan	-458 244	-241 812	303 729		-396 327

(1) Ces provisions couvrent les risques sur les dossiers portés devant les instances judiciaires dans le cadre d'actions en responsabilité intentées contre le Groupe SOCREDO.

(2) Ces provisions couvrent le risque opérationnel du Groupe SOCREDO.

(3) Ces provisions couvrent les engagements liés aux comptes et plans d'épargne logement existants à la date de calcul de la provision.

(4) Ces provisions couvrent les risques de crédit appréhendés en sus des dépréciations des créances sur la clientèle à l'actif.

14. Variation des capitaux propres et Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)

En milliers de francs CFP	31/12/2024						
	Capital	Prime de fusion	Réserve	Provisions réglementées et subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres hors FRBG	FRBG
Solde au 31 décembre 2023	22 000 000	242 648	18 568 612		1 992 390	42 803 650	2 100 000
Dividendes			365 318		-224 553	140 765	
Affectation du résultat 2023			1 767 837		-1 767 837		
Variation de capital							
Effets de changement de périmètre							
Changement de méthode d'évaluation							
Report à nouveau							
Résultat de l'exercice					1 622 292	1 622 292	
Autres variations							
Solde au 31 décembre 2024	22 000 000	242 648	20 701 767		1 622 292	44 566 707	2 100 000

a) Part du groupe dans le résultat

En milliers de francs CFP	SOCREDO	OFINA	OCI	OSB	Total
Résultat social 2024	1 619 178	149 930	-115 136	196 768	1 850 740
Pourcentage Groupe	100,00%	74,91%	100,00%	75,66%	
Quote part résultat du Groupe	1 619 178	112 313	-115 136	148 875	1 765 229
Annulation dividendes					-224 553
Impôt différé s/provisions non déductibles c/ Socredo en 2024					-29 108
Crédits d'impôts 2023 utilisés en 2024					-17 160
Impôt différé participation des salariés Socredo					-4 105
Impôts différés sur provisions réglementées					-28 000
Retraitement provisions réglementées Socredo					80 000
Résultat - part du Groupe					1 542 303

b) Part des minoritaires dans le résultat

En milliers de francs CFP	OFINA	OCI	OSB	Total
Résultat social 2024	149 930	-115 136	196 768	350 218
Pourcentage des minoritaires	25,09%		24,34%	
Quote part résultat des filiales	37 617		47 893	85 511
Report de crédits d'impôts non utilisés au 31 12 2024			-5 522	-5 522
Résultat - part des minoritaires	37 617		42 371	79 989

c) Part des minoritaires dans les réserves

En milliers de francs CFP	31/12/2023	Mouvements		31/12/2024
	Solde Net	Débit	Crédit	Solde net
Réserves - Intérêts minoritaires	424 076			
Annulation des titres minoritaires OSB			226 335	226 335
Annulation des titres minoritaires OFINA			256 660	256 660
Annulation de la quote-part d'impôt différé actif OSB			5 521	5 521
Total à la clôture de l'exercice	424 076		488 516	488 516

15. Composition des fonds propres

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Capital	22 000 000	22 000 000
Polynésie française	11 000 000	11 000 000
AFD	7 700 000	7 700 000
COFIBRED	3 300 000	3 300 000
Total Capital	22 000 000	22 000 000

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Fonds pour risques bancaires généraux	2 100 000	2 100 000
Capital appelé	22 000 000	22 000 000
Primes d'émission, apport, fusion	242 648	242 648
Réserves	18 888 147	17 508 364
Résultat groupe	1 542 303	1 875 143
Réserves groupe	1 325 104	636 172
Part des minoritaires résultat	79 989	117 247
Part des minoritaires réserves	488 516	424 076
Total des fonds propres	46 666 707	44 903 650

Au 31 décembre 2024, les fonds propres s'élèvent à 46,7 milliards de F CFP.

VII – Notes relatives au hors bilan au 31 décembre 2024

1. Engagements hors-bilan

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	62 206 290	68 162 192
Engagements de financement		
Etablissements de crédit		
Engagements en faveur des établissements de crédit	40 640	62 112
Total établissements de crédit	40 640	62 112
Clientèle		
Autres ouvertures de crédit confirmé		
Ouvertures de crédit permanent non utilisé	43 910 589	48 537 238
Crédit documentaire	1 434 708	1 281 073
Acceptation à payer	118 530	128 131
Total clientèle	45 463 827	49 946 442
Engagements de garantie		
Etablissements de crédit		
Caution, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit	5 229 150	2 129 102
Autres valeurs affectées en garantie		
Total établissements de crédit	5 229 150	2 129 102
Clientèle		
Obligations cautionnées		
Cautions administratives et fiscales (1)	11 272 639	15 851 964
Autres garanties d'ordre de la clientèle		
Engagements douteux	200 033	172 572
Total clientèle	11 472 672	16 024 537
Engagements reçus	45 681 389	45 323 891
Engagements de financement		
Etablissements de crédit		
Engagements reçus des établissements de crédit (2)	5 958 724	8 059 324
Total établissements de crédit	5 958 724	8 059 324
Engagements de garantie		
Etablissements de crédit		
Cautions, avals et garanties reçus des établissements de crédit (3)	39 722 665	37 264 568
Total établissements de crédit	39 722 665	37 264 568

(1) Dont 4,3 milliards de F CFP de garanties bancaires d'achèvement octroyées à des promoteurs immobiliers en 2024 (amortissement de 4,1 milliards de F CFP en 2024), 6,3 milliards de F CFP de cautions bancaires et 661 millions de F CFP de garanties financières.

(2) Au 31 décembre 2024, ces engagements correspondent à des lignes de refinancement court terme.

(3) Ces engagements concernent les engagements de garantie reçus de Crédit Logement (30,6 milliards) et de la SOGEFOM (4,8 milliards). Ils concernent également les garanties autonomes à première demande consentie par l'AFD et la BCI au profit de la Banque SOCREDO.

2. Engagements en matière de retraite qui ne figurent pas au hors bilan

Les obligations de la Banque SOCREDO, régies par l'article 62 de la convention collective des banques et accordant à l'ensemble du personnel des indemnités contractuelles qui seront à verser lors du départ en retraite à 60 ans, font l'objet d'un contrat d'assurance spécifique auprès d'AXA France Vie.

Les agents atteignant l'âge de 60 ans et partant à la retraite bénéficient d'une indemnité de fin de carrière calculée comme suit, en fonction de l'ancienneté acquise dans l'établissement :

- A partir de 15 ans d'ancienneté : 1 mois de salaire
- A partir de 25 ans d'ancienneté : 2 mois de salaire
- A partir de 35 ans d'ancienneté : 3 mois de salaire

L'engagement de la Banque SOCREDO au titre de ces indemnités de fin de carrière est estimé à 155,1 millions de F CFP. Le fonds « Actif Général Retraite », constitué auprès d'AXA France Vie, est évalué à 451,2 millions de F CFP au 31 décembre 2024. Il couvre donc l'engagement de la Banque SOCREDO en matière de départ à la retraite à 60 ans.

Les hypothèses retenues au 31 décembre 2024 ont été choisies en fonction de l'expérience réelle de la Banque SOCREDO et des conditions économiques en vigueur à la date d'évaluation. Elles respectent les principes de la norme IAS 19 qui stipulent d'utiliser des hypothèses actuarielles objectives et mutuellement compatibles concernant les variables démographiques, économiques et financières.

Les hypothèses économiques tel le taux d'inflation sont basées sur les perspectives à long terme. Le taux d'actualisation reflète le taux de rendement attendu à la date de clôture de l'exercice des obligations zone Euro de bonne qualité (AA) et de maturité égale à l'engagement évalué.

A titre indicatif sur les hypothèses actuarielles retenues pour l'exercice 2024 :

- Taux d'actualisation : 3%
- Table de mortalité : INSEE 20-22
- Table de turnover : actualisée avec les départs observés entre 2021 et 2023

A titre d'information, un usage au sein de la Banque SOCREDO, potentiellement révocable, permet un départ anticipé pour bénéficiaire par anticipation d'une pension de retraite au prorata temporis à condition qu'il ait atteint l'âge de 55 ans et cotisé au moins 30 ans au régime des salariés. Compte tenu de cet usage, le fond constitué auprès d'AXA n'est que faiblement utilisé.

Les indemnités de départs (anticipés ou non) versées au cours de l'année 2024 s'élèvent à 48 millions de F CFP en coût complet.

Les obligations de la Banque SOCREDO et des filiales sont régies, du fait de leur statut, par des conventions différentes.

Les obligations des filiales, régies par le régime de droit commun, déterminent le montant des indemnités de départ à la retraite.

Il s'agit de leurs engagements hors bilan. Les estimations du coût de départ à la retraite s'élèvent au 31 décembre 2024 à :

- 38,2 millions de F CFP pour OSB.
- 10,7 millions de F CFP pour OFINA.

3. Engagement ne figurant pas au hors bilan

Au 31 décembre 2024, le montant des créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement IEOM s'élève à 118,5 milliards de F CFP.

Dans le cadre d'opérations consortiales, la banque gère des dossiers en sous participation en trésorerie et en risque. Au 31 décembre 2024, le capital restant dû au titre des opérations réalisées dans ce cadre s'élève à 814 millions de F CFP, et la part non débloquée des crédits correspondant s'élève à 500 millions de F CFP.

4. Garanties des prêts garantis par l'État (PGE)

Dans le cadre du dispositif exceptionnel de garantie permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, mis en place en 2020 pour soulager la trésorerie des entreprises impactées par la crise COVID-19, la Banque SOCREDO a octroyé 18,4 milliards de F CFP de crédits PGE, dont 18,4 milliards de F CFP d'encours débloqués et un encours restant dû de 5,2 milliards de F CFP au 31 décembre 2024. Les entreprises ayant souscrit un PGE bénéficient d'une garantie de l'Etat à hauteur de 90% de l'encours de crédit.

VIII. – Notes relatives au compte de résultat au 31 décembre 2024

1. Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'intérêts :	13 382 087	11 675 005
sur opérations avec les établissements de crédit	2 905 966	2 216 228
sur opérations avec la clientèle	10 085 987	8 952 750
sur obligations et autres titres à revenu fixe	151 712	191 216
autres intérêts et produits assimilés	238 422	314 811
produits d'intérêts des filiales		
Charges d'intérêts :	-5 762 194	-3 137 458
sur opérations avec les établissements de crédit	-2 162 285	-1 192 217
sur opérations avec la clientèle	-3 453 047	-1 735 283
sur obligations et autres titres à revenu fixe	-54 632	-84 357
autres intérêts et charges assimilés	-92 229	-125 601
charges d'intérêts des filiales		
Total des produits nets d'intérêts et assimilés	7 619 893	8 537 547

2. Revenus des titres à revenu variable

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Parts dans les entreprises liées, titres de participation	47 919	83 253
Titres de placement		
Opérations diverses sur titres		
Revenus des titres à revenu variable	47 919	83 253

Il s'agit des dividendes perçus par le groupe.

3. Produits nets des commissions

En milliers de francs CFP	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit		562 540	562 540		-30 852	-30 852
Sur opérations avec la clientèle	1 070 047		1 070 047	1 023 057		1 023 057
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	10 202		10 202	9 564		9 564
Sur opérations de hors bilan						
Sur prestations de services financiers (1)	6 363 943	-2 954 813	3 409 130	6 039 274	-2 847 419	3 191 855
Total des commissions	7 444 192	-2 392 273	5 051 918	7 071 895	-2 878 271	4 193 624

(1) Les charges facturées tout au long de l'exercice 2024 par OSB ont été neutralisées à hauteur de 608 millions de F CFP et celles facturées chez OFINA ont été neutralisées pour 176 millions de F CFP.

4. Solde des opérations sur portefeuille de négociation

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations sur instruments financiers		
Solde des opérations de change	381 675	362 185
Solde des opérations sur portefeuille de négociation	381 675	362 185

5. Solde des opérations sur titres de placement et d'investissement

Néant

6. Autres produits et charges d'exploitation bancaire

En milliers de francs CFP	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de crédit-bail						
Produits accessoires	28 528		28 528	27 969		27 969
Subventions						
Transfert de charges						
Divers	67 299	-547 660	-480 361	64 523	-527 288	-462 765
Total	95 827	-547 660	-451 833	92 492	-527 288	-434 796

7. Autres produits d'exploitation non bancaire

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Filiale Prestations monétiques - OSB	1 013 071	997 007
Filiale investissement - OCI	27 040	55
Filiale Gestion relation client - OCA (1)		25 544
Filiale immobilière - RARE (1)		21 353
Filiale immobilière - PUERO (2)		12 624
Filiale immobilière - ODT (2)		5 966
Filiale immobilière - FIT (2)		69 506
Filiale immobilière - OFIMMO (2)		43 659
Autres produits d'exploitation non bancaire	1 040 111	1 175 714

(1) Filiales dissoutes.

(2) Filiales exclue du périmètre du Groupe SOCREDO au 31 décembre 2024.

8. Charges générales d'exploitation bancaire**a) Frais de personnel**

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	-4 068 749	-3 854 449
Charges sociales	-1 726 521	-1 652 023
dont charges de retraite	-932 281	-906 473
Intéressement	-187 863	-201 015
Participation		
Impôts et taxes sur rémunérations	-16 892	-13 550
Total des frais de personnel	-6 000 025	-5 721 037

b) Informations relatives au personnel

Effectif moyen	31/12/2024	31/12/2023
Socredo	515	490
Filiale Prestations monétiques - OSB	127	125
Filiale Commercialisation de cartes - OFINA	38	34
Filiale Gestion titres de participations - OCI	4	4
Filiale Gestion relation client - OCA (1)		12
Filiale Immobilière - PUERO (2)		1
Filiale Immobilière - FIT (2)		17
Effectif total	684	683

(1) En juillet 2024, le centre d'appel géré au sein de la société OCA (filiale de OSB), a été internalisé et la plateforme téléphonique au service de la relation clientèle a été mis en place. A ce titre, 9 personnes ont rejoint la banque SOCREDO.

(2) Ces filiales n'intègrent pas le périmètre du Groupe SOCREDO au 31 décembre 2024

c) Autres frais administratifs

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Impôts et taxes	-590 164	-605 764
Services extérieurs	-2 474 106	-2 089 277
Total des frais administratifs	-3 064 270	-2 695 041

d) Informations relatives aux honoraires des Commissaires aux comptes

En milliers de francs CFP	31/12/2024		31/12/2023	
	Audit légal	Prospectus	Audit légal	Prospectus
SOCREDO	35 756		32 653	
OFINA	7 410		6 927	
OSB	3 970		3 020	
OCI	666		664	
OCA (1)			657	
ODT (2)			800	
OFIMMO (2)			1 068	
Total	47 802		45 789	

(1) La filiale OCA a été dissoute.

(2) Ces filiales n'intègrent pas le périmètre du Groupe SOCREDO en 2024 au 31 décembre 2024.

9. Coût du risque

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux provisions	-1 955 707	-2 125 743
Provisions sur créances douteuses	-1 901 420	-2 056 972
Autres provisions	-54 287	-68 771
Reprises de provisions	1 958 048	2 514 048
Provisions sur créances douteuses	1 886 843	2 463 891
Autres provisions	71 205	50 157
Solde en net des provisions	2 341	388 304
dont solde en net des provisions sur créances douteuses	-14 578	406 918
dont solde en net des autres provisions	16 919	-18 614
Pertes sur créances	-532 196	-1 090 634
Pertes sur créances irrécouvrables non provisionnées	-149 803	-184 883
Pertes sur créances irrécouvrables provisionnées	-364 898	-892 671
Pertes sur autres créances	-17 496	-13 080
Récupérations sur créances	114 740	89 859
Récupérations sur créances amorties	91 604	88 815
Récupérations sur autres créances	23 136	1 044
Solde en net des pertes et récupérations sur créances	-417 456	-1 000 774
dont solde en net sur créances douteuses	-423 096	-988 738
dont solde en net sur autres créances	5 640	-12 036
Coût du risque	-415 115	-612 470

10. Résultat net sur actifs immobilisés

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations financières		
Dotations nettes aux dépréciations	-100 019	-118 969
Reprises nettes aux dépréciations		128 358
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées	-2 677	-32 157
Solde en perte ou en bénéfice	-102 696	-22 768
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Plus-values de cession	7 195	9 687
Moins-values de cession	-319 665	-32 900
Solde en perte ou en bénéfice	-312 470	-23 213
Résultat net sur immobilisations	-415 166	-45 981

En 2024, il s'agit principalement des moins-values liées à la sortie de l'actif des immobilisations qualifiées d'obsolescentes ou d'inexistantes dans le cadre de la procédure d'inventaire, du risque financier avéré sur un dossier de capital investissement (OCI) et du mali de fusion lié à l'opération de transmission universelle de patrimoine de l'EURL RARE.

11. Charges et produits exceptionnels

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux provisions sur opérations de défiscalisation	-413 889	-660 658
Reprises de provisions sur opérations de défiscalisation	282 001	385 384
Abandon de créances sur projets débouclés	-282 000	-385 381
Annulation produit constaté d'avance sur les opérations de défiscalisation	386 846	319 572
Produits constatés d'avance sur les opérations de défiscalisation	-231 971	-381 805
Annulation charge constaté d'avance sur les opérations de défiscalisation	-136 961	-1 078
Charges constatées d'avance sur les opérations de défiscalisation	201 724	136 961
Autres charges exceptionnelles	-76 299	-46 050
Autres produits exceptionnels		
Résultat exceptionnel	-270 548	-633 055

12. Impôt sur les bénéfices

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Impôts sur les bénéfices SOCREDO (liquidés)	-843 335	-1 171 519
Impôts sur les bénéfices des filiales intégrées (liquidés)	-115 999	-137 928
Total impôt sur les bénéfices (Groupe)	-959 334	-1 309 447

Montant des crédits imputés au titre de la défiscalisation locale :

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
SOCREDO	465 499	639 665
OSB	34 850	77 319
OCI		
OFINA	38 868	53 278
Total crédits d'impôts imputés (Groupe)	539 217	770 262

13. Impôts différés

En milliers de francs CFP	31/12/2024	31/12/2023
Sur participation des salariés	-4 105	8 714
Sur amortissement réputé différé		
Sur report de crédit d'impôt défiscalisation	-22 682	7 967
Sur provisions non déductibles	-29 108	27 998
Sur provisions réglementée	-28 000	-12 984
Total impôt différé sur résultat	-83 895	31 695

Le rapport de gestion sur les comptes consolidés du groupe est disponible au siègesocial de la Banque SOCREDO sur simple demande.

IX.- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.
Exercice clos le 31 décembre 2024.

A l'Assemblée Générale de la Banque SOCREDO S.A.E.M.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société BANQUE SOCREDO S.A.E.M. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français tels qu'applicables en Polynésie française, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du groupe à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des normes d'exercice professionnelles relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit – dépréciations individuelles et collectives

<i>Risques identifiés</i>	<i>Notre approche d'audit</i>
<p>L'établissement BANQUE SOCREDO est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Les encours de crédit supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations et provisions. Elles peuvent prendre la forme de dépréciations individuelles des crédits et engagements hors bilan concernés ou de dépréciations statistiques pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement.</p> <p>Les dépréciations individuelles sont évaluées par la direction de la banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Les provisions collectives sont déterminées à partir de modèles statistiques reposant sur divers paramètres (tant bâlois que propres à votre Banque).</p> <p>Par ailleurs, la Banque dote une provision réglementée à caractère de réserve sur les prêts à moyen et long termes prévue par le code des impôts de Polynésie française.</p> <p>Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux est resté stable au cours de l'exercice.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au</p>	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle et collective.</p> <p>Dépréciations individuelles : Nos travaux ont notamment consisté à apprécier la qualité du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties.</p> <p>Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.</p> <p>Dépréciations collectives : Nos travaux ont consisté en la vérification de la correcte application du dispositif de contrôle prévu par votre Banque portant sur les taux statistiques et la base utilisée pour le calcul de cette dépréciation. Nous avons par ailleurs analysé la cohérence de l'évolution sur l'exercice du montant des encours servant de base au calcul et justifié les hypothèses de calcul retenues.</p> <p>Nous nous sommes également assurés du respect des critères de sélection des encours concernés en contrôlant le paramétrage et le résultat de la requête d'extraction utilisée par votre Banque.</p> <p>Provision collective des encours de crédits non douteux : Nos travaux ont notamment consisté à prendre connaissance des principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles, nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne</p>

<p>jugement de la direction.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent un point clé de l'audit pour l'exercice 2024.</p>	<p>permettant la surveillance du risque de crédit des créances non douteuses et apprécier le contrôle des bases utilisées pour déterminer le provisionnement des encours de crédits non douteux.</p> <p>Provision réglementée à caractère de réserve : Nos travaux ont consisté en la vérification de la correcte application de la méthode de calcul prévue par le code des impôts.</p> <p>Fonds pour Risques Bancaires Généraux : Nos travaux ont consisté à valider la pertinence et la conformité avec la réglementation applicable des montants enregistrés en Fonds pour Risques Bancaires Généraux.</p>
---	--

Pour plus de détail sur les principes comptables, se référer aux notes V.2, V.7, VI.8, VI.14 et VIII.9 de l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion arrêté le 21 mars 2025 du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, appliqués en Polynésie française, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci provienne de fraudes ou résulte d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les commissaires aux comptes**PAPEETE**, le 25 avril 2025**Pour la SARL KPMG****Membre de KPMG International****Jean-Louis PELLOUX****Associé****PAPEETE**, le 25 avril 2025**Pour la SCP CHANGUES-MENARD-ALBERT-BOYER****Membre de BDO International Ltd****Mathieu BOYER****Associé**